

À nous la ville !

Author : lucapiddiu

Date : 22 octobre 2018

Le territoire communal constitue le centre d'enjeux sociaux, économiques et écologiques. L'envisager au-delà des clivages ville/région comme espace de réinvestissement de l'action politique, c'est l'exposé présenté dans l'essai de philosophie politique À nous la ville ! Traité de municipalisme. Rencontre avec son auteur, Jonathan Durand Folco, docteur en philosophie de l'université de Laval et professeur à l'école d'innovation sociale de l'université Saint-Paul d'Ottawa.

Le chercheur québécois a connu de près les mouvements sociaux de sa région. Alors qu'il débutait sa thèse, Jonathan Durand Folco s'est intéressé aux questions de l'environnement, du territoire, et particulièrement aux luttes contre l'exploitation de gaz de schiste, ainsi qu'au mouvement *Occupy* en 2011 : « Ce mouvement est né dans le sillage des Indignés en Espagne. C'est à ce moment que j'ai pu rencontrer plusieurs de ses activistes dans la ville de Québec. Il y avait une coïncidence entre mon sujet de thèse, qui abordait ces questions de droit à la ville ¹, et ces expériences de démocratie directe en plein air. » Parmi les revendications et sujets qui ont émergé : à qui appartient l'espace urbain ? Et de façon plus large, dans quel type de société veut-on exister ?

Au-delà des interrogations communes à d'autres fronts, *Occupy* a aussi débouché, via son occupation de l'espace public, sur différentes expérimentations (prises de décision collectives, négociations avec la ville, etc.). Ainsi, l'occupation ne se plaçait pas dans un contexte d'opposition à l'établissement d'une infrastructure, par exemple, mais dans un mouvement d'indignation populaire qui ne se revendiquait d'aucun camp politique particulier. « C'était le lieu d'expression d'une voix citoyenne qui pouvait s'adresser à différents niveaux de pouvoirs. Au-delà des causes, ce qui motivait les gens était de se réapproprier l'espace public, de se rencontrer, de refonder une forme de démocratie par la base. » Une base faite d'un entre-soi militant ou constituée d'une population plus large ? « La plupart du temps, les mouvements sociaux sont composés d'une pluralité de publics qui sont ensemble dans une action commune. Quand les objectifs sont atteints, il arrive que des divisions s'opèrent. Dans le cas des mouvements contre les gaz de schistes, il existait des rivalités entre comités citoyens et groupes écologistes opposés à ce projet. Certaines personnes de classe moyenne, voire aisée, pour qui il s'agissait parfois des premières mobilisations, ne voulaient pas s'appeler écologistes en raison d'une étiquette marquée vis-à-vis des pouvoirs publics. »

La référence à ces dénominations issues du monde anglo-saxon peut amuser si l'on l'appose à nos contrées : on imagine plus facilement un groupe s'attirer une certaine méfiance en se qualifiant d'« anarchiste » que via une étiquette « green ». Il n'empêche : les revendications se croisent, les discours aussi. « Dans le mouvement *Occupy*, c'était assez bigarré : jeunes, personnes âgées, précaires, employés de la ville, de différents âges et milieux. Des hommes,

des femmes. C'est la foule la plus hétérogène que j'aie pu observer dans un mouvement social. On y retrouvait des idéologies éparses, avec différentes sous-catégories de la gauche. Il y avait même des personnes d'extrême droite, des « anti-système ». Par la force des choses, certains ont été mis de côté, car ils n'étaient au final pas compatibles avec le cœur du mouvement. »

Regardé avec méfiance par les habitués de la gestion autonome, l'apprentissage collectif était aussi vu comme une fin en soi. À l'instar de la Nuit debout, l'impasse de l'assemblée pour l'assemblée pouvait surgir : « Un des grands défis était de prendre des décisions une journée et, le soir suivant, des gens différents voulaient refaire les votes. Par ailleurs, pour plusieurs anarchistes ou personnes issues de l'associatif, ce n'était pas assez orienté du point de vue idéologique. » Jonathan Durand Folco pointe aussi un manque de transmission de connaissances, comme si étaient réinventés des modes d'organisation de A à Z, chemin peut-être nécessaire à l'apprentissage de personnes qui n'y avaient jusque-là jamais été associées. Autre bémol : le mouvement a été confronté à une forme d'épuisement en l'absence d'objectif clair ou de stratégie. Comme d'autres contestations avant et après, *Occupy* n'avait probablement pas pour vocation de perdurer indéfiniment. « Suite à notre expulsion, d'autres questions ont émergé : comment faire durer ou muter le mouvement ? Comment transformer les institutions pour permettre de reconfigurer notre démocratie ? »

Des communs à la commune

« Je ne voulais pas faire un livre uniquement sur la critique du système, mais plutôt recenser des initiatives se faisant dans des sphères différentes », explique l'auteur. La recherche d'un cadre commun pouvant construire une alternative globale mène cependant à exposer dans les grandes lignes les implications du système économique capitaliste dans les différentes crises que nous connaissons. Des alternatives, certes, mais des alternatives à quoi ? Comment des symptômes tels que les inégalités sociales, la crise de la démocratie ou de l'écologie, ou la rupture entre grandes métropoles et plus petits territoires peuvent-ils être liés à un même système ? « Il m'importait de montrer en quoi les villes ne sont pas des produits de ce système, mais sont aussi des lieux de négociation, d'affrontement, de contradiction. On voit à l'heure actuelle émerger des sphères de résistance ou d'expérimentation dans les villes. Comment se développent-elles dans les interstices ou les marges pour construire de nouvelles alternatives ? »

Les communs, voici une des réponses avancées, soit « une forme d'institution qui existe déjà à l'heure actuelle, a une très longue histoire et est un pilier sur lequel on peut construire quelque chose de nouveau ». Les communs se retrouvent dans différentes sphères : gestion des ressources naturelles, propriété du sol ou biens numériques. « Cela peut également se déployer dans le milieu urbain. On peut parler ici de socialisation, de mutualisation, de communalisation des moyens de production. »

Est-ce la bonne échelle pour autant ? « Cela dépend du bien ou commun dont il est question, répond Durand Folco. À l'échelle municipale, on peut faire beaucoup de choses, dans les quartiers également. Il peut s'agir d'entreprises, puisqu'il ne faut pas forcément abolir l'initiative privée sous toutes ses formes, et aussi de services publics. On peut imaginer une

décentralisation démocratique de ceux-ci, par exemple via des cogouvernances par des communautés d'usagers, de citoyens non élus ou de travailleurs, en plus de politiques élus. »

Certains biens « communs » peuvent s'envisager à cette échelle, tandis que pour d'autres, comme les réseaux d'énergie ou les transports, l'organisation dépasse souvent la taille de la ville ou de la métropole : « Tout n'est pas décentralisable. Cela amène davantage de complexité quand on se situe à l'échelle de millions de personnes. »

Les communs s'accompagnent d'un changement d'appareil politique pensé depuis l'échelle municipale et repris sous le nom de « commune », dont on connaît le(s) sens historique(s). Mais ce n'est pas parce qu'une ville se veut plus proche des citoyens qu'elle est automatiquement démocratique : « Corruption, élites locales, clientélisme, pressions, tels sont les obstacles. C'est donc plutôt une potentialité. Pour atteindre ce potentiel, il faut transformer les institutions. »

En outre, le nombre change forcément la dynamique et l'exercice du pouvoir : « Plus on est d'habitants, plus notre influence individuelle est petite. Si on fait de nombreuses unités de décision décentralisées, les citoyens ont beaucoup d'autonomie et de pouvoir sur leur zone, mais beaucoup moins de ressources financières, et des compétences limitées. Si la taille est trop petite en revanche, les gens règnent, mais ne règnent sur rien. L'équilibre est difficile à trouver. »

Ce qui ne nie pas des reconfigurations institutionnelles à d'autres niveaux de pouvoir : « Dans le cas des grandes métropoles, l'échelle des conseils de quartier me semble bonne. La municipalité reste une échelle plus grande, où la délégation n'est pas exclue et où les citoyens peuvent avoir un réel impact sur des décisions. De plus hauts niveaux décisionnels n'empêchent pas des formes de représentation venant de la ville (de la petite échelle vers les plus importantes, donc), mais je ne suis toutefois pas en faveur d'une souveraineté complète des municipalités. »

Le cœur de cette dimension de démocratie « véritable », c'est la représentation directe pour les décisions qui touchent les citoyens. « Lorsque ce n'est pas possible, il existe différents canaux d'influence, dont l'associatif, les contre-pouvoirs divers, l'espace public médiatique, les libertés de presse ou de rassemblement. Certaines formes de légitimité démocratique doivent relever du consentement par le peuple, comme les élections, mais on peut aussi penser à des systèmes de contrôle comme la révocation des élus, des systèmes de transparence des décisions, la limitation et le décumal des mandats. » Cette complémentarité provient d'une articulation de différents outils de légitimité, au-delà des systèmes de démocratie représentative pure ou de démocratie directe pure. En la matière, on entend souvent parler de tirage au sort, dont les vices, même si le système peut sembler égalitaire, sont de mettre les « tirés au sort » à la merci des technocrates et d'évacuer la question du conflit propre au politique, mais aussi, pour ses détracteurs, un manque de légitimité. Jonathan Durand Folco, lui, y voit une partie, une fois de plus complémentaire, d'un renouveau démocratique : « Ces tirés au sort pourraient avoir de petits mandats et un rôle de suggestion et de surveillance. L'une des principales vertus du tirage au sort, c'est de déprofessionnaliser la question politique, de permettre à des non-experts d'avoir une voix et une influence. Une fois l'étape de la confrontation à l'expertise technique effectuée, ils peuvent s'informer dans différents milieux. Ensuite, il y a une délibération entre

eux, à l'instar d'un jury judiciaire, et évidemment, il y a toujours l'étape de la validation. » Pour le philosophe, le processus de la coconstruction à partir d'opinions et d'idées éventuellement contradictoires peut amener à des résultats parfois plus valides que des recommandations de groupes d'experts. Ainsi, ces différents outils pourraient servir à une reconfiguration institutionnelle depuis l'échelle communale, réaffirmant la souveraineté populaire.

L'union et la fragmentation du peuple

Mais s'agit-il de souveraineté populaire ou citoyenne ? Sont-elles synonymes ? Qui est ce « nous » du titre *À nous la ville* ? Ce dernier est en fait inspiré du slogan étudiant québécois « À qui la rue ? À nous la rue ! », datant de 2012. À qui appartient la ville ? Aux habitants ? Aux représentants politiques ? Aux investisseurs ? « Ce "nous" est l'ensemble des gens qui y habitent, répond Jonathan Durand Folco, le "nous" est volontairement flou. Ce n'est pas un "nous" basé sur une identité ethnique ou culturelle particulière, c'est un "nous" de tous ceux qui sont affectés par les décisions prises dans la ville. C'est toujours un "nous" en construction, qui ne reprend pas seulement les travailleurs et travailleuses, une seule identité ou un seul genre. »

Cependant, le « nous » peut suggérer un contradicteur, un adversaire. « Nous » contre quelque chose, contre « eux ». Il s'agit de se déterminer politiquement et de ne pas faire l'impasse sur la question de la désignation de ce qu'est « nous » et de ce qui ne l'est pas. La figure du « citoyen » englobe bien souvent des réalités socio-économiques et idéologiques éparses, faisant fi, dans un discours rassembleur, de différences parfois importantes, de réalités, de situations, d'aucuns diraient de classes. « À la fin du livre, je reprends une hypothèse faisant écho aux thèmes qu'on peut retrouver chez Podemos ou La France insoumise, inspirés des thèses d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe sur le populisme de gauche. C'est-à-dire de reconstruire un peuple par le discours, mais aussi par une série d'équivalences avec plusieurs mouvements. »

L'idée est de construire non pas un peuple équivalant à la nation, à une culture majoritaire, à une identité historique monolithique, mais une construction alternative du peuple : « Femmes et hommes, travailleurs et chômeurs, migrants et autochtones... Un "nous" plus large et opposé à des forces qui cherchent à s'appropriier la ville pour leur intérêt privé ou personnel. L'idée est celle de la souveraineté du peuple qui se déploie dans la ville, mais aussi au-delà. »

Faire corps politiquement, c'est aussi s'exposer à une fragmentation, qui peut être considérée comme tantôt un risque, tantôt une constante des processus politiques. De la même façon, le peuple constitue un objet qui n'est pas uniforme, en aspirations comme en idées, et ses tensions vont s'incarner dans la politique : « Je crois que l'idée de ce peuple reste un horizon inachevé à construire de façon égalitaire. Pour ce faire, on doit laisser place aux tensions, aux débats, à la conflictualité et aux contradictions qui l'animent. Raison pour laquelle il ne faut pas trop, selon moi, hiérarchiser les luttes, car on les considère comme étant trop particulières. Il faut les reconnaître, mais, contrairement à certaines tendances postmodernistes de la gauche, on ne peut pas se contenter de la célébration de la diversité. Je pense qu'il faut conserver cette dynamique entre une forme qui cherche à intégrer les luttes et la pluralité, les particularités de celles-ci. »

Le fait-même de repenser le territoire dans de nombreuses dimensions à l'échelle municipale permettrait en tout cas, selon l'auteur, un changement de conscience, quelque part au-delà de la conscience de classe ou de peuple national, vers une « conscience des lieux² », favorisant l'autodétermination locale, la valorisation des patrimoines culturels, historiques ou naturels, et la reprise en main du fait politique.